



Lundi 12 août 2024



[L'usine de traitement du minerai de fer sera implantée à Naâma](#) [L'indispensable chaînon de Ghar Djebilet](#)

L'effervescence économique n'a pas baissé en Algérie. JO de Paris, élection présidentielle du 7 septembre ou géopolitique, la machine continue de tourner. Le pays est bien décidé à se doter d'infrastructures de pointe à la hauteur de son ambition : accéder au rang de nation émergente. Le gisement de fer de Ghar Djebilet doit à ce propos jouer un rôle prépondérant sur l'échiquier mis en place pour relever le challenge. La question de sa valorisation est d'actualité. Cela se fera à travers la réalisation d'une usine de traitement de son minerai. Où sera-t-elle implantée ? Le choix s'est porté sur la région de Harchaïa dans la wilaya de Naâma. Une délégation représentant deux sociétés chinoises SDM et Camc, en compagnie de la société algérienne du fer et de l'acier (Feraal) s'est rendue sur place pour s'enquérir des différents moyens et critères techniques dont elle dispose. Pour concrétiser le projet de l'usine de traitement primaire du minerai de fer qui sera acheminé à partir de la mine de Ghar Djebilet (Tindouf), a indiqué un communiqué des services de la wilaya. Son objectif est de produire 9 millions de tonnes de concentré de minerai de fer. Cette infrastructure s'étalera sur une superficie totale d'environ 500 hectares et sera dotée de technologies nouvelles et spécialisées dans la production de matériaux connus sous le nom de «carrés semi-fabriqués de minerai de fer», qui sont utilisés dans la production de rond à béton. Les travaux de réalisation débuteront avec le partenaire chinois à la fin de cette année ou au plus tard au début de l'année prochaine, et permettra la création d'environ 5 000 emplois directs et indirects dans la région de Naâma, où les autorités de la wilaya ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour faciliter sa concrétisation, dans les délais déterminés par les hautes autorités du pays, ont déclaré les services de la wilaya de Naâma dans une dépêche répercutée par l'Aprs. À noter que ce projet, dont l'entrée en production est prévue en 2028, permettra de répondre aux besoins du marché national et l'exportation des excédents de produits semi-finis de minerai de fer, après leur extraction de la mine de Ghar Djebilet et leur transport, à travers la ligne ferroviaire en cours de réalisation Tindouf-Oran, dont le tronçon de la wilaya de Naâma est de 318 km. Il faut

rappeler à ce propos que les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Ghar Djebilet-Tindouf-Béchar-Oran ont été inspectés le 28 décembre 2023 par le Premier ministre, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Nadir Larbaoui avait «souhaité vivement voir ce projet se réaliser dans les délais impartis». Le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif), Azzedine Fridi, avait assuré que les travaux s'achèveront dans un délai de 30 mois, notamment avec la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour la réalisation de 3 km de voie ferrée par jour. Projet phare qui doit contribuer à réduire la dépendance du pays aux hydrocarbures, le gisement de Ghar Djebilet figure parmi les plus grandes mines de fer dans le monde, avec des réserves qui dépassent les 3 milliards de tonnes. Des capacités exceptionnelles qui le hissent au rang de locomotive du secteur minier qualifié de bras armé du plan de relance économique auquel une Conférence nationale a été dédiée au mois d'août 2020.



[Présidentielle/À trois jours du début de la campagne électorale L'Anie rassure.](#)

Charfi a appelé à une participation massive au scrutin, lors du tirage au sort sur la répartition des plages horaires.

Dans une déclaration à l'occasion de la répartition des plages horaires, en prévision de la campagne électorale de la présidentielle anticipée, le président de l'Anie, Mohamed Charfi a appelé les électeurs à «participer massivement» au scrutin, dans le but de «soutenir le processus électoral».

Charfi ne croit pas si bien dire, d'autant que le contexte social et politique actuel exige une réelle mobilisation, à l'effet de crédibiliser tout le processus électoral et renforcer la légitimité des institutions de la République. Le rôle des électeurs, dans pareille situation, est majeur, notamment que «toutes les conditions techniques et logistiques sont réunies pour assurer le bon déroulement de la campagne électorale», a assuré le président de l'Anie. Le même responsable a en outre exprimé sa «satisfaction quant aux conditions dans lesquelles se sont déroulées les phases préliminaires de l'opération électorale. Il faut savoir à ce propos que depuis l'annonce par le président de la République de la date du scrutin présidentiel, l'Anie a visiblement satisfait à toutes ses missions. La Cour constitutionnelle a confirmé ses décisions en maintenant le nombre de candidats retenus pour concourir à la magistrature suprême. Mohamed Charfi a rassuré quant «aux préparatifs de ce rendez-vous, en termes de moyens humains, de l'organisation ou de la logistique». Le tirage au sort sur la répartition des plages horaires allouées aux interventions des candidats au titre de «l'expression directe» sur les médias audiovisuels publics, a eu lieu, avant-hier au Centre international des conférences (CIC), sous la supervision du président Mohamed Charfi, en présence des représentants des candidats à la prochaine élection. À cette occasion, les plages d'intervention ont été fixées au niveau des médias audiovisuels publics, à savoir 6 minutes pour chaque intervention d'un candidat. La Radio algérienne a dédié 4 chaînes pour la diffusion de l'expression directe des candidats sur 3 créneaux/jour, à raison de 3 plages dans chaque créneau pendant les 20 jours de la campagne du 15 août au 3 septembre.

La Télévision algérienne a également dédié 4 chaînes pour l'opération, portant le nombre total des plages pour chaque candidat à travers les médias audiovisuels publics, à 480 avec un volume horaire de 48 heures. Pour ce qui est du volume horaire global des plages, il s'élève à 1440, soit 144 heures.



[Ali Bey Nasri : Comment exporter pour 29000 milliards de dollars](#)

L'Anexal propose la libre initiative à l'exportateur de disposer de 20% de la valeur totale des exportations pour les utiliser dans le cadre de la promotion de ses activités d'investissement.

L'export, c'est également l'affaire des entreprises publiques qui pèchent par leur absence remarquée sur ce front. C'est ce que vient de relever Ali Bey Nasri, vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) sur les ondes de la Radio nationale Alger chaîne 3, dans l'émission matinale L'Invité de la Rédaction, animée par notre consœur Souhila El Hachemi. Au fil de son intervention sur les ondes, Ali Bey Nasri a donc appelé à une présence offensive des entreprises algériennes sur les marchés internationaux. Il a alors rappelé qu'il incombait à ces entreprises d'investir hors des frontières nationales, tout en étant les partenaires privilégiés des banques algériennes qui les accompagnent dans ces pays, comme le Sénégal ou la Mauritanie. Selon l'Invité de la rédaction, il revient aux entreprises algériennes de prendre l'initiative pour générer du chiffre là, où, elles sont implantées et non plus observer une attitude attentiste en espérant trouver appui auprès des organismes financiers locaux. Les orientations du président de la République sont à l'origine de la création de deux banques à l'étranger, Algeria Bank au Sénégal (ABS) et Union Bank en Mauritanie (UBM), en l'occurrence, avec des orientations d'aller au Cameroun et en Côte d'Ivoire. « Ces banques sont tout à fait prêtes à accueillir les entreprises algériennes », a confié Ali Bey Nasri, tout en précisant : « Il ne faut pas s'attendre à ce qu'ABS ou l'UBM couvrent les activités des opérateurs économiques, c'est plutôt à ces derniers qu'il incombe d'ouvrir des comptes et de générer des chiffres d'affaires domiciliés au niveau de ces banques ». En tout début d'émission, Ali Bey Nasri, a eu à rappeler la mise en place d'un Comité de réflexion à l'objet d'amender le règlement de change 14/04, en vigueur depuis 2004, et celui de 2002, tel qu'annoncé par la Banque d'Algérie. L'objet de cette mesure étant de mettre en place des textes fondamentaux qui doivent ouvrir de nouvelles perspectives à l'export. Selon Ali Bey Nasri, « il s'agit d'amender tous les articles, dont les articles 02 et 03 notamment qui mettaient sur le même pied d'égalité l'investissement et les bureaux de représentation des entreprises à l'étranger.» Il a alors ajouté : « Les nouvelles dispositions devront nous amener à atteindre l'ambition d'exporter pour 29 milliards de dollars à l'horizon 2030.»



[Le Premier ministre nigérien est arrivé, hier soir, en Algérie : Alger et Niamey resserrent leurs liens](#)

Cette visite survient dans un contexte de coopération accrue, notamment dans le secteur énergétique.

Le ciel s'éclaircit entre Alger et Niamey ! Hier soir, un souffle nouveau a traversé les relations entre l'Algérie et le Niger avec l'arrivée du Premier ministre et ministre de l'Économie et des Finances nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, à Alger. Accompagné d'une délégation ministérielle de haut rang, il entame une visite officielle qui promet de renforcer les liens stratégiques entre les deux pays. À son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene, il a été chaleureusement accueilli par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, accompagné du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, ainsi que du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général-major Mohamed Salah Benbicha. Cette visite s'inscrit dans le cadre des relations bilatérales étroites entre l'Algérie et le Niger, visant à renforcer la coopération économique et stratégique entre les deux nations. Jeudi dernier, le groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué, la reprise des activités pétrolières au Niger, à la suite de réunions à Niamey avec la société nigérienne de pétrole (Sonidep S.A). Lors d'une visite d'une délégation conduite par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, au Niger, des réunions ministérielles incluant les dirigeants de Sonatrach et de Sonidep S.A ont été tenues. À l'issue de ces rencontres, il a été décidé de reprendre les travaux sur le bloc "Kafra" par "Sipex", une filiale de Sonatrach, avec un planning de réalisation convenu d'un commun accord.



[Global Firepower à propos des réserves de pétrole :L'Algérie: 3e pays en Afrique.](#)

L'Algérie figure également dans le top 20 des plus grands producteurs de pétrole au monde.

L'Algérie est le troisième pays d'Afrique possédant les plus importantes réserves prouvées de pétrole en 2024. En effet, c'est ce que vient de révéler un nouveau classement établi par le Global Firepower, qui fait état de 12,2 milliards de barils de pétrole détenues par l'Algérie. C'est la Libye et le Nigeria qui trônent sur le classement africain des pays aux réserves importantes prouvées de pétrole avec respectivement, 50 milliards de barils et 37 milliards de barils. Pour l'Algérie, une telle évolution dans le classement africain retrace l'aboutissement de grands efforts dans le développement des activités d'exploration et de recherches, entamées par la compagnie nationale Sonatrach depuis ces dernières années, particulièrement. Depuis ces dernières années déjà, l'Algérie œuvre à renforcer son influence au sein du secteur pétrolier, en particulier, sur le plan continental. Pour ce faire, des investissements importants sont consentis par le pays en vue d'accroître les capacités de production. En effet, l'Algérie a concentré ses efforts, ces dernières années, autour du développement des activités de l'amont en vue d'augmenter ses capacités de production et de reconstituer ses réserves dans le but de consolider le volet de l'exportation. Bien que décrié par certains pays européens, le pétrole reste largement la principale ressource énergétique dans le monde. En effort propre ou en partenariat avec des compagnies pétrolières étrangères, la major africaine œuvre à multiplier les efforts sur les axes de la recherche, prospection et exploration. À la mi-mai écoulé, la compagnie nationale des hydrocarbures s'est vu attribuer un important périmètre de 11 concessions amont pour la recherche et l'exploitation des

hydrocarbures. Les superficies des concessions concédées s'étendent sur des surfaces de 4739,69 km² jusqu'à 49937,06 km² situées dans différentes régions du pays. Selon les prévisions établies, ces périmètres disposent de potentielles perspectives, à même de faire la différence pour ce qui est du renforcement des réserves du pays, en matière de pétrole et de gaz. De Hassi Messaoud, Hassi R'mel, Hassi Berkine, en passant par Ourhoud et Tin Fouyé Tabankort, jusqu'au bassin de Rhourde Nouss, celui d'In Salah et d'In Amenas, la major africaine a su multiplier ses rentrées et accroître ses bénéfices. En 2023, la compagnie a réalisé un chiffre d'affaires de 21 milliards de dollars pour une production commercialisée totalisant quelque 68 millions de tonnes équivalents pétrole. Groupe entièrement intégré sur toute la chaîne de valeur des hydrocarbures, Sonatrach a su tirer profit des gros investissements opérés dans le secteur et de l'attention affichée des hautes autorités du pays. Dans cadre, il est important de souligner le plan de Sonatrach d'investir 50 milliards de dollars dans le secteur des hydrocarbures à l'horizon 2024-2028. Cela, sans compter l'apport des investissements directs étrangers (IDE), à travers la multiplication de contrats avec des compagnies étrangères et des investissements mixtes dans les secteurs amont et aval. Bien que disposant d'importantes réserves, l'Algérie continue de fonctionner en-deçà de ses capacités réelles. Gros producteur de pétrole, l'Algérie figure également dans le top 20 des plus grands producteurs de pétrole au monde. Elle occupe aussi la 3e place à l'échelle de l'Afrique, en termes de production de pétrole, juste après la Libye et l'Angola et loin devant le Nigeria. Avec une production totale de 999000 barils/jour, l'Algérie figure à la 18e place du classement mondial des plus grands producteurs de pétrole, selon le portail spécialisé Trading Economics. C'est dire les ambitions légitimes de l'Algérie dans ce domaine.



[Rapport du conseil national économique et social](#)

45000 habitats précaires éradiqués entre 2019 et 2023

Le programme de résorption de l'habitat précaire a donné lieu à l'éradication de près de 45000 unités sur la période 2019-2023, a indiqué le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) dans son dernier rapport sur le développement social et humain en Algérie. Selon ce document, près de 45000 habitats précaires ont été éradiqués. On compte ainsi 6117 unités résorbées durant l'année 2023, 6210 en 2022, 11291 en 2021, 10759 en 2020 et 10225 autres en 2019. Le Cnese estime que la politique nationale du logement a connu «d'importants développements» durant la période 2019-2023 pour répondre aux besoins croissants de la population, des programmes de construction et réhabilitation ayant été mis en oeuvre afin de fournir des logements décents et abordables à tous les citoyens, ceci, tout en éradiquant les bidonvilles et en créant un marché immobilier dynamique, notamment en milieu rural et via l'auto-construction. Dans l'optique de renforcer le financement du secteur, la Caisse nationale du logement (CNL) a été transformée en Banque de l'habitat en 2022, venant ainsi étayer le tissu bancaire dédié à ce domaine. Le Cnese a fait observer aussi que le parc immobilier national est passé à plus de 10,5 millions en 2022, soit 2,9 millions de plus, comparativement

aux chiffres d'il y a 10 ans. Le Conseil évoque la diversification de l'offre de logements (LPL, LPA, Aadl, LPP, Logement rural, autoconstruction) pour répondre aux différentes catégories socioprofessionnelles cela selon leurs revenus. Ainsi, durant la période citée, 215790 unités ont été réalisées dans le cadre de la formule de Logement public locatif (LPL), financée entièrement par l'État et destinée aux ménages à faibles revenus, alors que 404 888 unités ont été attribuées. Le Logement promotionnel aidé (LPA), destiné aux demandeurs aux revenus moyens, avec un apport personnel de 20% et un prêt bonifié de 1 à 3% financé par le Trésor public, ainsi qu'une aide de la CNL, 56275 unités ont été attribuées sur les 61364 réalisées. La formule Location-vente Aadl, subventionnée avec la possibilité d'acquisition ultérieure, a enregistré à la même période, un nombre de 372541 unités réalisées et 427850 unités attribuées, dont 123850 unités, en 2023. Quant au Logement promotionnel public (LPP), destiné aux ménages aux revenus de 6 à 12 fois le Smng, elle a enregistré 23687 unités réalisées et 9166 unités attribuées. Pour sa part, le logement rural, visant à fixer la population dans les zones rurales par l'accès à un logement décent, moyennant une participation, a enregistré 294056 unités réalisées dont 229309 attribuées, avec 63309 en 2023. S'agissant de l'autoconstruction, le nombre de logements financés a atteint 37947 unités réalisées et 119343 unités attribuées durant cette période. Ces efforts ont permis de faire baisser le taux d'occupation par logement entre 2019 et 2023, qui passe de 4,46 hb par logement en 2019 à 4,25 en 2023. Ce taux devra diminuer à 4,18 d'ici fin 2024, selon le rapport. Pour ce qui est de l'amélioration du cadre de vie et de la promotion des espaces verts, le Cnese souligne que cette période a été marquée par l'aménagement effectif de ces espaces, afin de préserver les équilibres écologiques et climatiques», ce qui se répercute positivement sur la santé et la tranquillité publiques». Ainsi, durant cette période, 55 études d'aménagement et de réhabilitation de parcs urbains ont été réalisées, ainsi qu'un inventaire national des espaces verts et une démarche de classement de ces espaces.



[Il débute la semaine au-dessus des 79 dollars : Le baril en appel](#)

Top départ! Les prix du pétrole partiront-ils du bon pied pour rester sur leur dynamique de la semaine passée? Cela devrait être en principe le cas. Les deux références internationales du marché mondial de l'or noir s'étaient, effet, significativement reprises après avoir lourdement chuté auparavant. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a pris 0,63% pour finir la semaine qui s'est achevée vendredi dernier à 79,66 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, avec échéance le même mois a gagné 0,85% à 76,84 dollars. Les cours du pétrole ont légèrement progressé, les investisseurs se montrant un peu soulagés par un indicateur économique meilleur qu'attendu aux États-Unis tandis que la prime de risque géopolitique restait en vigueur. Une petite hausse certes qui a cependant permis aux cours de l'or noir qui ont touché un plus bas depuis six mois, le 5 août, de réduire leurs pertes. Une résurgence qui a débuté le lendemain. Les cours du pétrole avaient conclu légèrement dans le vert mardi dernier, la publication d'un indicateur américain positif rassurant un peu les investisseurs quant à la santé économique américaine et donc la demande, sur fond de risque

géopolitique toujours présent. Cet indice ISM a rassuré les investisseurs, qui redoutaient une entrée des États-Unis en récession après la publication d'un rapport sur l'emploi pour juillet faisant état d'un refroidissement du marché du travail américain plus important qu'anticipé. Mais «il ne s'agit pas d'un rebond très important» des prix, a tempéré Bjarne Schieldrop, analyste chez Seb, rappelant que la veille, les deux références mondiales du brut avaient touché leur plus bas prix depuis environ six mois. Les cours de l'or noir ne s'arrêteront pas en si bon chemin. Ils vont vivement grimper le 7 août, tirés par les craintes d'escalade au Proche-Orient, une nouvelle diminution des stocks américains de brut et la réduction de production d'un important champ pétrolier libyen. Le Brent progressera de 2,41% à 78,33 dollars. Le WTI engrangera 2,77% à 75,23 dollars. «La promesse iranienne de riposter contre Israël après l'assassinat d'un dirigeant du Hezbollah et du Hamas ainsi que les manifestations libyennes, qui ont entraîné la fermeture d'une partie du champ du Sahara constituant» des facteurs de soutien aux prix du brut, soulignera Tamas Varga, analyste chez PVM Energy.



CNESE: éradication de près de 45 milles habitats précaires entre 2019 et 2023

Le programme de résorption de l'habitat précaire a donné lieu à l'éradication de près de 45.000 unités sur la période 2019-2023, a indiqué le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) dans son dernier rapport sur le développement social et humain en Algérie.

Selon ce document, dont l'APS a obtenu une copie, près de 45.000 habitats précaires ont été éradiqués, répartis sur 6.117 unités résorbées durant l'année 2023, 6.210 unités en 2022, 11.291 unités en 2021, 10.759 unités en 2020 et 10.225 unités en 2019.

Le CNESE souligne dans son rapport que la politique nationale du logement a connu d'"importants développements" durant la période 2019-2023 pour répondre aux besoins croissants de la population, des programmes de construction et réhabilitation ayant été mis en œuvre afin de fournir des logements décentes et abordables à tous les citoyens, tout en éradiquant les bidonvilles et créant un marché immobilier dynamique, notamment en milieu rural et via l'auto-construction.

Et dans l'optique de renforcer le financement du secteur du logement, la Caisse nationale du logement (CNL) a été transformée en banque de l'habitat en 2022, venant ainsi étayer le tissu bancaire dédiée à ce domaine.

Le CNESE a fait observer aussi que le dynamisme du secteur avait permis de faire passer le parc immobilier national à plus de 10,5 millions en 2022, soit 2,9 millions de plus comparativement au nombre enregistré il y a dix ans.

Dans ce cadre, le Conseil évoque la diversification de l'offre de logement (LPL, LPA, AADL, LPP, Logement rural, auto-construction) pour répondre aux différentes catégories socioprofessionnelles selon leurs revenus.

Numérisation de l'administration fiscale : Une importante avancée

La numérisation des activités économiques, telle que souhaitée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, plusieurs fois reprise lors de Conseils des ministres, est en train de devenir une réalité. La numérisation des différentes directions relevant du ministère est en nette progression, ce qui joue un rôle déterminant dans la dynamique économique du pays, aussi bien au niveau des entreprises que pour les citoyens. C'est dans ce cadre qu'une plateforme numérique a été lancée par la Direction générale des impôts (DGI) pour le paiement des droits de timbres fiscaux en ligne. Contacté par nos soins, l'expert en économie, Pr Brahim Guendouzi a indiqué que la plateforme numérique «Tabioucom» ainsi baptisée, comprend de nombreux services et s'inscrit dans la logique de la simplification des démarches administratives afin de permettre aux opérateurs économiques et aux citoyens d'éviter les déplacements vers les recettes des impôts pour s'acquitter des droits de timbre. C'est également la «façon la plus efficace de barrer la route aux tentatives de falsification et de contrebande ayant trait aux timbres fiscaux», a-t-il ajouté. Selon le ministre des Finances, Laâziz Faïd, qui a inauguré cette plateforme numérique, le principal objectif est d'instaurer une gestion électronique permettant à tous les acteurs de ce secteur, y compris les Impôts, les Douanes, les Domaines, le Trésor, les banques et les services du Budget de mettre en place des systèmes d'information garantissant une gestion transparente et efficace, ainsi que la fourniture de services numériques de haute qualité. Ainsi, d'après l'économiste la DGI recherche à travers cette démarche une «augmentation du recouvrement fiscal», mais aussi «la garantie des droits du Trésor public puisque cela permet de vérifier le paiement effectif». Il en est de même pour la promotion de l'utilisation des moyens de paiement électroniques et le «renforcement de l'inclusion financière», a-t-il soutenu.

Intérêt croissant des investisseurs étrangers pour le marché algérien : Les fruits d'une ambitieuse réforme

Effervescence. D'importantes délégations se sont rendues ces dernières semaines en Algérie pour signer des contrats pour de grands projets. Plusieurs secteurs sont concernés.

Les exemples sont légion. Il s'agit, entre autres, des Qataris dans la production laitière, du géant malaisien qui compte investir 8 milliards de dollars dans la production de l'aluminium et de la sidérurgie et les Chinois pour la concrétisation à Béchar du projet de complexe sidérurgique dont a bénéficié la wilaya pour la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet (Tindouf). Joint par nos soins, Abderrahmane Hadeif, économiste, affirme que cet intérêt des investissements étrangers est

«révélateur d'une tendance qui devrait s'intensifier durant les prochaines années, au fur et à mesure que les réformes économiques sont mises en œuvre ». Par mesures, l'économiste désigne, entre autres, la modernisation du système bancaire, les facilitations dans l'accès au foncier économique à travers la réalisation de nouveaux parcs industriels, la création des nouvelles zones franches et la volonté des pouvoirs publics d'améliorer les performances du commerce extérieur avec plus d'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Dans ce registre, Hadeef indique que toutes les analyses ont démontré que la promotion de l'attractivité des investissements étrangers constitue «un excellent levier de diversification, à la fois en termes de capacités de production que d'exportation». L'économiste estime nécessaire de «maintenir et renforcer les efforts d'attractivité des IDE pour développer encore plus l'activité économique et asseoir les bases d'un modèle de croissance diversifié et durable».



[Fabrication et exportation de motos : VMS Industrie et le Burkina Faso scellent un partenariat](#)

Dans le cadre de sa stratégie d'expansion internationale et de son engagement en faveur de la coopération-Sud, «VMS Industrie», leader algérien dans la fabrication et la distribution de motocycles a signé un mémorandum de coopération avec le gouvernement du Burkina Faso. Cet important accord vise à promouvoir les produits algériens et à favoriser le développement économique et social dans la région. A cet effet, une délégation burkinabé a séjourné, du 6 au 9 août, dans notre pays et profité de cette opportunité pour visiter les installations de l'entreprise algérienne. Selon le directeur général de «VMS Industrie», ce partenariat marque le début d'une collaboration «fructueuse» en vue de «partager» des expertises et des technologies pour «favoriser» le développement de l'industrie mécanique. «Il prévoit la commercialisation et la promotion de nos produits au Burkina Faso, notamment les motos, les tricycles, les quadricycles et les motos utilitaires», a confié Abdelkrim Saigh, qui assure que l'assistance technique pour la mise en place d'une stratégie de commercialisation et de promotion des produits VMS adaptés au marché burkinabé, ainsi que la coopération en matière de formation et de promotion de l'emploi, contribueront au développement économique et social du Burkina Faso. Pour le patron de «VMS Industrie», ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'une coopération Sud-Sud «dynamique» et «solidaire» et a pour but de «favoriser» et de «promouvoir» un développement durable et équitable dans la région. Et d'ajouter : «Cette entente historique ouvre de nouvelles perspectives aux deux parties et contribuera à renforcer leurs liens économiques et commerciaux. Grâce à cette coopération, «VMS Industrie» poursuivra son expansion internationale et renforcera sa position de leader dans la fabrication et la distribution de motocycles, tandis que le Burkina Faso bénéficiera d'une assistance technique et d'une coopération pour favoriser son développement économique et social.

EDITORIAL : Une économie en éveil

La bonne nouvelle est que l'Etat se soit armé de la volonté de mettre en éveil des pans entiers de l'économie nationale. La récupération de plus de trente entreprises de secteurs variés laissées dans un sommeil profond depuis 25 ans est un acte de bonne conscience et d'adroite gestion. L'objective raison économique, plus qu'elle n'est politique, est un motif salvateur pour redresser un cap et le maintenir face à une économie mondiale totalement déboussolée. Il ne s'agit pas seulement d'un hôtel pour entamer sa finition ni d'une manufacture à ravalier, mais de plusieurs solides entreprises dormantes, pourtant armées en forts moyens matériels et en infrastructures qui ne demandaient qu'à être fructifiées. Il restera certes encore à défricher à travers le pays les centaines d'importantes infrastructures immobilières laissées à l'abandon, pourtant biens de l'Etat depuis toujours, laissées à l'usure du temps pour moult raisons. Les unes objectives, d'autres soumises à la gabegie des gouvernances ne sachant pas sur quel pied danser. Toutes ont trouvé leur essence dans le jeune âge d'un pays à la recherche de sa voie. La grande manœuvre est à ses débuts et elle est appelée à se multiplier. Il appartiendra à ceux qui en auront la totale charge de prendre leurs responsabilités pour dépasser les mentalités négatives qui ont présidé jusqu'ici et de ne plus absoudre les péchés de la rente et les excroissances nées d'un socialisme mal compris. Il s'agit aujourd'hui d'une lutte implacable où seul le génie sain des hommes a droit de cité. Ce génie ne tombe pas du ciel et il a pour nerf essentiel un patriotisme sans faille sans lequel les dés seront pipés. La justice a érigé des garde-fous. A la logistique humaine d'ériger les siens dans ses esprits. A un prêt de la collectivité nationale, il est nécessaire qu'un rendu soit engagé pour que la confiance soit méritée.

Dépassé par les mutations économiques: Le règlement de change en voie d'amendement

En s'attaquant aux incohérences du règlement de change 14/04, la Banque d'Algérie veut mettre fin à une époque dépassée par la profonde mutation de l'économie nationale. En vigueur depuis deux décennies, le règlement en question est sous la loupe d'un comité de réflexion afin d'amender ses textes fondamentaux et ouvrir de nouvelles perspectives à l'export. Soulignant la nécessité d'une remise à niveau de ce règlement, le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey Nasri, estime dans ce contexte qu'«il s'agit d'amender tous ses articles, notamment les articles 02 et 03 qui mettaient sur le même pied d'égalité l'investissement et les bureaux de représentation des entreprises à l'étranger».

Intervenant, hier, dans l'émission «L'invité de la rédaction» de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M.Nasri a expliqué qu' «il est important de lever cette confusion entre le bureau de représentation et l'investissement, née du fait des représentations à l'étranger des compagnies Air Algérie et CNAN, qui avaient un caractère commercial qui ne leur sied pas, pour atteindre l'ambition d'exporter pour 29 milliards de dollars à l'horizon 2030».

M. Bey Nasri a insisté sur le fait qu'il faut se déployer à l'international, et dans cette action le bureau de représentation n'est qu'un premier pas avant l'investissement. «C'est à travers lui qu'on y va, quelque part, on observe, on recrute un personnel dédié à la prospection des marchés et ce n'est qu'en arrivant à maturité qu'on se lancera ensuite dans l'investissement», a-t-il soutenu.

Plus explicite, il a relevé que «l'investissement occasionne des transferts importants de devises, mais un bureau de représentation (ou un bureau de liaison) n'a pas un caractère commercial et dont il faut absolument le séparer de l'investissement».

Ajoutant qu'«il y a des entreprises qui ont besoin d'une visibilité si ce n'est qu'à travers ce bureau de liaison, ou un bureau de représentation, à l'image du secteur pharmaceutique qui n'a besoin que d'un délégué médical pour superviser les marchés».

Pour ce qui est de l'investissement, l'ANEXAL propose dans ce cadre la libre initiative à l'exportateur de disposer de 20% de la valeur totale des exportations pour les utiliser dans le cadre de la promotion de ses activités d'investissement. «Il est clair que l'investissement à l'étranger est devenu impératif si nous voulons développer nos exportations, notamment vers l'Afrique, où on a besoin de construire un réseau commercial, à l'instar des autres pays, comme la Chine», a-t-il indiqué, non sans souligner que «ce sont les entreprises qui sont en mesure de le faire parce qu'elles maîtrisent la création de réseaux pour vendre leurs produits et maîtriser le service après-vente».



[Les candidats à la Présidentielle et les attentes des opérateurs économiques](#)

Les 3 candidats à la présidentielle seront appelés, lors de la campagne électorale, à cibler,

Dans le volet économique, certaines problématiques qui perdurent et font toujours l'objet de préoccupations des gestionnaires d'entreprises et des investisseurs.

Afin de séduire, l'expert en intelligence économique, Aissam Zemmal, recommande aux candidats de s'engager à améliorer le climat des affaires.

Faciliter l'accès aux financements

«Le meilleur environnement et climat pour le business est celui qui assure une stabilité monétaire et financière. Les opérateurs et investisseurs ont besoin de politiques qui permettent cela et sur lesquelles on pourrait établir les axes principaux de l'économie, en termes de production et de marchés, notamment», dit-il.

En outre, explique-t-il pour les jeunes entreprises, le financement constitue la colonne vertébrale, le socle de tout projet de transformation de l'idée en entreprise prospère. «D'où la nécessité d'élaborer une stratégie plus performante pour faciliter l'accès aux financements et rassurer les porteurs de projets ou les jeunes entrepreneurs. Cela encouragera plus ces derniers à se lancer dans l'entrepreneuriat», soutient-il en insistant particulièrement sur les PME.

Investir dans l'innovation technologique

Les risques naturels, tout d'abord, à savoir les catastrophes naturelles résultant des changements climatiques, qu'il faudra prendre en compte dans tout investissement. «Les risques en rapport avec la hausse des prix des matières premières sur le marché international, le coût de transport de l'étranger, des frais douaniers sont des éléments à prévoir dès le départ. Il s'agira de se montrer flexible dans les projets d'investissement, afin que l'investisseur soit préservé des mauvaises surprises et aurait plus envie d'investir», souligne-t-il. Plus l'environnement à l'investissement et au business est favorable à la durabilité et à la pérennité, plus les investisseurs seront tentés de se jeter dans l'eau.



[La clé pour conquérir les marchés internationaux](#)

La clé pour conquérir les marchés internationaux est la création du Groupe de travaux maritimes avec le projet du grand port d'El Hamdania, en Algérie

Avec ses 1.622 km de côtes et ses nombreux ports, l'Algérie dispose d'un atout maritime considérable pour dynamiser son commerce extérieur. La création du Groupe de travaux maritimes et l'ambitieux projet du grand port d'El Hamdania ouvrent une nouvelle ère pour le secteur portuaire algérien.

Un hub logistique de classe mondiale en cours de réalisation

Ce hub logistique de classe mondiale, en cours de réalisation, offrira ainsi aux entreprises des conditions optimales, pour développer leurs activités à l'international. Les exportateurs bénéficieront de coûts logistiques réduits d'un accès de facilité aux marchés mondiaux, et d'une amélioration significative de leur compétitivité. Ce développement vise avant tout à diversifier l'économie nationale, et à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

L'objectif est d'atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbure d'ici 2030. Les entreprises algériennes sont dès lors invitées à saisir cette opportunité pour développer leur activité, et promouvoir leur produit sur les marchés africains, moyen-orientaux, européens, voir même asiatiques.

La CAPC qualifie le projet de contribution significative

D'autant plus que l'État a déjà mis en place des dispositifs de soutien pour encourager les partenariats public-privé (3P). Moncef Boudierba, vice-président de la [Confédération algérienne du patronat citoyen](#) (CAPC), salue la récente décision de créer un Groupe de travaux maritimes, la qualifiant de contribution significative à l'amélioration de l'économie nationale en dehors des hydrocarbures.

Selon Boudierba, «la confédération avait déjà soulevé les difficultés rencontrées par les exportateurs, notamment en matière de transport. C'est pourquoi nous avons souhaité initier un dialogue économique avec les opérateurs pour discuter des contraintes logistiques». Il souligne que «la politique d'investissement du gouvernement a globalement dynamisé l'économie, et la production algérienne, atteignant un niveau rassurant qui offre toutes les garanties nécessaires pour percer les marchés internationaux».



Lancement du concours «Positive Innovations Awards»

Un concours a été lancé dernièrement par le groupe industriel Faderco, dans le cadre de la 6^e édition d'Algeria Challenge Start-up.

Baptisé «Positive Innovations Awards», le concours est un challenge qui s'inscrit dans le programme d'open innovation de cette entreprise, «WellTech Center», destiné aux start-up, PME, chercheurs, étudiants et innovateurs algériens pour les encourager à proposer des solutions en faveur du développement durable.

Révolutionner notamment le bien-être du consommateur

Le groupe industriel, spécialisé dans l'hygiène corporelle et domestique, précise sur son site web que ce programme combine la créativité des start-up avec les ressources de Faderco pour relever des challenges majeurs. Les participants auront à proposer des solutions, procédés ou innovations permettant la valorisation du charbon actif utilisé dans le processus du groupe industriel. Ce dernier, en effet, confie-t-il, génère trois tonnes de charbon actif par an et en accumule au total 9 tonnes à ce jour.

«Dans la fabrication des ouates de cellulose, le charbon actif joue un rôle crucial dans le traitement des effluents liquides. Grâce à ses propriétés absorbantes exceptionnelles, il est utilisé pour filtrer et purifier l'eau et d'autres liquides exploités ou générés durant la production, protégeant ainsi les ressources naturelles. Seulement, avec le temps, le charbon actif perd de son efficacité et doit être généré», explique Faderco. Le challenge vise à créer des interactions avec les leaders de l'innovation du futur, dans le souci de révolutionner notamment le bien-être du consommateur.

Remise de l'usine de montage de voiture et le port sec en dépendant

La signature des procès-verbaux de remise de l'usine de montage de voiture de la commune de Djerma (ex-usine de la marque sud coréenne) et le port sec en dépendant, situé dans la commune de Sériana, à l'entreprise publique Fondal, filiale d'Imétal (Groupe des Industries Métallurgiques et Sidérurgiques) a eu lieu dimanche à Batna.

La cérémonie de signature entre Abdelghani Fassi, directeur local des domaines de l'Etat, et Noureddine Salhi, président-directeur général de Fondal, s'est déroulée en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant les biens et avoirs saisis en exécution des décisions de justice définitives, ainsi que des décisions prises lors de la réunion du Ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, jeudi dernier, avec les dirigeants et PDG des groupes et holdings du secteur ayant bénéficié de certains actifs et actifs saisis, selon les résultats de la dernière réunion du Conseil des participations de l'Etat (CPE), a-t-on indiqué au terme de la signature des deux procès-verbaux qui a eu lieu au siège de la direction des domaines de l'Etat.

Les investissements de Djezzy ont atteint 14,6 mds DA au 1er semestre 2024

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a investi un montant total de 14,6 milliards DA durant le premier semestre de l'année 2024, notamment pour améliorer la qualité du réseau et accélérer le déploiement de la 4G.

« En termes d'investissement, Djezzy a consacré 6,3 milliards DA au cours du deuxième trimestre 2024, portant le total des investissements depuis janvier 2024 à 14,6 milliards DA. Ce qui démontre une hausse semestrielle de 5,6% par rapport à la même période en 2023 », a annoncé l'entreprise dans un communiqué portant sur ses résultats financiers.

Une performance inédite

En faisant le bilan sur les deux années après le rachat, par le Fonds national d'investissement (FNI), de la quasi-totalité des actions de l'entreprise en août 2022, l'opérateur de la téléphonie mobile a indiqué avoir réalisé une « forte croissance à deux chiffres, une performance inédite jamais réalisée par l'entreprise depuis plus de 10 ans ». A cet effet, il a précisé que son chiffre d'affaires a augmenté de 18,4% durant cette période générant, ainsi, près de 17 milliards DA de revenus additionnels, alors que l'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement, ndlr) a connu une hausse de 19,7%.

ALI BEY NASRI DÉCRYPTE LA DÉCISION DE LA BANQUE D'ALGÉRIE : « L'amendement de la loi ouvrira de nouvelles perspectives à nos exportations »

La Banque d'Algérie annonce la mise en place d'un Comité de réflexion dans le but d'amender le règlement de change 14/04, en vigueur depuis 2004, et celui de 2002, à l'objet de mettre en place des textes fondamentaux qui doivent ouvrir de nouvelles perspectives à l'export. Selon le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey Nasri, « il s'agit d'amender tous les articles, dont les articles 02 et 03 notamment qui mettaient sur le même pied d'égalité l'investissement et les bureaux de représentation des entreprises à l'étranger ». « Les nouvelles dispositions devront nous amener à atteindre l'ambition d'exporter pour 29 milliards de dollars à l'horizon 2030 », a indiqué hier Nasri lors de son passage dans l'émission « L'invité de la rédaction » de la chaîne 3 de la Radio algérienne. Pour y parvenir, explique-t-il, « il est important de lever cette confusion entre le bureau de représentation et l'investissement ». Cette confusion, ajoute l'expert Nasri, est née du fait des représentations à l'étranger des compagnies Air Algérie et la CNAN, qui avaient un caractère commercial. « C'est ce qui est anormal, voire un peu exagéré, car, explique-t-il, partout dans le monde, un bureau de liaison n'a pas un caractère commercial ». Il faut se déployer à l'international, ajoute-t-il, estimant que « le bureau de représentation est un premier pas avant l'investissement. C'est à travers lui qu'on y va, quelque part, on observe, on recrute un personnel dédié à la prospection des marchés et ce n'est qu'en arrivant à maturité qu'on se lancera ensuite dans l'investissement ». « l'investissement occasionne des transferts importants de devises, mais un bureau de représentation (ou un bureau de liaison) n'a pas un caractère commercial et dont il faut absolument le séparer de l'investissement », considère le vice-président de l'ANEXAL, expliquant qu'« il y a des entreprises qui ont besoin d'une visibilité si ce n'est qu'à travers ce bureau de liaison, ou un bureau de représentation, à l'image du secteur pharmaceutique qui n'a besoin que d'un délégué médical pour superviser les marchés ». Concernant l'investissement, l'ANEXAL propose la libre initiative à l'exportateur de disposer de 20% de la valeur totale des exportations pour les utiliser dans le cadre de la promotion de ses activités d'investissement. « Il est clair que l'investissement à l'étranger est devenu impératif si nous voulons développer nos exportations, notamment vers l'Afrique, où on a besoin de construire un réseau commercial, à l'instar des autres pays, comme la Chine », indique l'orateur, insistant sur le fait que « ce sont les entreprises qui sont en mesure de le faire parce qu'elles maîtrisent la création de réseaux pour vendre leurs produits et maîtrisant le service après-vente. »

[Pour une vision prospective de l'économie nationale: Le CAAID lance l'initiative «Roya»](#)

Le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) a annoncé, samedi à Alger, le lancement d'une nouvelle initiative «Roya» (Vision), visant à formuler des propositions à moyen et long terme pour une économie durable et forte.

L'initiative est conduite par un conseil composé de six membres et 36 commissions thématiques qui veillent, chaque semaine, à lancer un débat sur les moyens de développer un secteur économique donné, en sollicitant des chaînes créées spécialement à cet effet via les réseaux sociaux (WhatsApp, Telegram, Facebook, LinkedIn), l'objectif étant d'obtenir des propositions écrites, a déclaré à l'APS le président du CAAID, Amine Boutalbi, en marge d'une rencontre consacrée à la présentation de l'initiative.

Tous les opérateurs économiques, experts, porteurs de projets et acteurs de la société civile peuvent contribuer à l'élaboration de ces propositions, avant leur soumission pour examen à des commissions ad hoc dans le cadre de conférences dont les recommandations seront communiquées aux instances consultatives et aux ministères, précise le même responsable.

Les débats seront axés essentiellement autour du «développement des différents secteurs d'activité économique et d'investissement, dont les jeunes et les porteurs de projets, le renforcement de l'innovation, la relance du rôle de la communauté nationale à l'étranger, outre le soutien de l'économie verte, de l'énergie renouvelable et l'autonomisation de la femme», a-t-il ajouté.

Il s'agit également «du renforcement de la recherche scientifique et de la contribution à la création d'un cadre juridique et diplomatique favorisant l'attractivité des investissements», selon les explications fournies.

[Volume des exportations hors-hydrocarbures en 2023](#)

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a assuré, jeudi à Alger, que le volume des exportations algériennes augmentera dans les prochaines années. S'appuyant sur le rapport annuel 2023 de la Banque d'Algérie qui a fait état d'une baisse de la valeur des exportations hors-hydrocarbures l'année dernière, affichant 5,058 milliards de dollars contre 5,978 milliards de dollars en 2022, Tayeb Zitouni a fait remarquer qu'il s'agit d'une baisse en valeur et non en quantité. Car, a-t-il dit, beaucoup de marchandises exportées par l'Algérie ont vu leur prix stabilisés l'année dernière, après leur hausse suite à la pandémie de la Covid-19, pour ne citer que les phosphates et les engrais. S'exprimant en marge d'une cérémonie de remise de diplômes aux étudiants du Centre de formation relevant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), le ministre du Commerce et de la

Promotion des exportations a rassuré que le volume des exportations algériennes a connu une courbe ascendante. En dépit, a observé Tayeb Zitouni, de la baisse des prix de certains produits exportés. « Cette cadence s'accélénera dans les prochaines années », a-t-il indiqué. Les exportations de biens hors hydrocarbures, note la Banque d'Algérie dans son rapport annuel 2023, affichent 5,058 milliards de dollars à fin décembre de l'année 2023 contre 5,978 milliards de dollars durant la même période de l'année écoulée, soit une baisse de 919 millions de dollars (- 15,4 %). « Cette baisse en valeur intervient suite au recul des exportations de demi-produits et ce, en dépit de la hausse appréciable des exportations de biens alimentaires (+ 159 millions de dollars) et de l'électricité (+ 123 millions de dollars) », note la même source.



[L'amendement de la loi 14/04 ouvrira de nouvelles perspectives](#)

La Banque d'Algérie a annoncé la mise en place d'un Comité de réflexion à l'objet d'amender le règlement de change 14/04, en vigueur depuis 2004, et celui de 2002, à l'objet de mettre en place des textes fondamentaux qui doivent ouvrir de nouvelles perspectives à l'export.

Selon le vice-président de l'association national des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey Nasri, « il s'agit d'amender tous les articles, dont les articles 02 et 03 notamment qui mettaient sur le même pied d'égalité l'investissement et les bureaux de représentation des entreprises à l'étranger. » « Les nouvelles dispositions devront nous amener à atteindre l'ambition d'exporter pour 29 milliards de dollars à l'horizon 2030 », a indiqué hier M. Nasri lors de son passage dans l'émission « L'invité de la rédaction » de la chaîne 3 de la Radio Algérienne. Pour y parvenir, explique-t-il, « il est important de lever cette confusion entre le bureau de représentation et l'investissement ». Cette confusion, ajoute l'expert Nasri, est née du fait des représentations à l'étranger des compagnies Air Algérie et CNAN, qui avaient un caractère commercial. « C'est ce qui est anormal, voire un peu exagéré, car, explique-t-il, partout dans le monde, un bureau de liaison n'a pas un caractère commercial. » Il faut se déployer à l'international, ajoute-t-il, estimant que « le bureau de représentation est un premier pas avant l'investissement. C'est à travers lui qu'on y va, quelque part, on observe, on recrute un personnel dédié à la prospection des marchés et ce n'est qu'en arrivant à maturité qu'on se lancera ensuite dans l'investissement. »



[Banque d'Algérie: L'inflation devrait baisser de 2,3% fin 2024](#)

La Banque d'Algérie a annoncé, dans un nouveau rapport que les niveaux d'inflation dans le pays diminueraient d'ici la fin de l'année en cours 2024, de 2,3%.

Selon le même rapport sur la situation économique et monétaire en Algérie, l'institution financière laisse entendre que le niveau des prix à la consommation baisserait à 7,18% en 2023, contre 9,40% en 2022.

متقدمة على المملكة المغربية بفارق يقارب الضعف

الجزائر تتربع على عرش احتياطات النقد الأجنبي مغاربي

تتفوق الجزائر من حيث احتياطات النقد الأجنبي على غيرها من بلدان المغرب العربي، متقدمة على جارتها الغربية، المملكة المغربية بما يقارب ضعف الاحتياطي، تليها ليبيا ثم تونس، ويعود ذلك بالنسبة للجزائر، إلى التباطؤ المسجل في التضخم، ومعدل النمو الملحوظ للنتائج المحلي الإجمالي، وفق أرقام البنك المركزي الجزائري.

وارتفعت احتياطات الجزائر من النقد الأجنبي بمقدار 8 مليارات دولار، لتبلغ 68.9 مليار دولار نهاية العام الماضي مقابل 60.9 مليار دولار نهاية 2022. ولا يشمل هذا المبلغ الذهب النقدي، بحسب تقرير البنك المركزي الصادر في شهر جوان المنصرم، الذي قال إن "إن هذا المستوى من احتياطات النقد الأجنبي، الذي يفوق بكثير الحد الأدنى من توصيات المعايير الدولية، يشهد على صلابة الموقف الخارجي للجزائر".

وبعد الجزائر تأتي المملكة المغربية التي سجلت احتياطات النقد الأجنبي بها ارتفاعا بنسبة 6.4 بالمائة سنة 2023 مقارنة بالعام السابق، بحسب التقرير السنوي لبنك المغرب الصادر في 31 جويلية المنصرم، فيما بلغت الأصول الاحتياطية الرسمية 359.4 مليار درهم، أي ما يعادل 36.6 مليار دولار. ويشير التقرير إلى أن هذه الزيادة ترجع بشكل رئيسي إلى صافي التمويل الخارجي من الخزينة البالغ 35 مليار درهم.

وحلت ليبيا في المرتبة الثالثة من حيث احتياطات النقد الأجنبي لدول المغرب العربي. واستنادا إلى الأرقام الصادرة عن محافظ مصرف ليبيا المركزي في مارس الماضي، فإن احتياطات ليبيا من النقد الأجنبي بلغت نحو 29 مليار دولار حتى الأول من مارس 2024، علما أن هذا الرقم أقل من احتياجات ليبيا، وفق المصدر ذاته.

وعلى غرار كل من الجزائر والمملكة العلوية، فقد شهدت احتياطات تونس من النقد الأجنبي في عام 2024 أيضا زيادة ملحوظة مقارنة بالعام السابق، وفقا لبيانات البنك المركزي التونسي، التي نُشرت في أوائل شهر جويلية المنصرم، حيث بلغ احتياطي الجارة الشرقية من النقد الأجنبي 24.3 مليار دينار تونسي مطلع شهر جويلية الماضي، أي ما يعادل 7.8 مليار دولار.

ويشير تقرير البنك المركزي أن هذه الزيادة البالغة نحو 1.4 مليار دينار (حوالي 452 مليون دولار) مقارنة بالسنة الماضية، تمكن من تغطية 111 يوم من الواردات، أي أكثر بيوم واحد من الوضع السابق.

"تسليم مصنع" كيا-الجزائر "لمجمع" إيميتال

أشرف والي باتنة، محمد بن مالك، صبيحة اليوم الأحد، الاشراف على مراسم تسليم مصنع تركيب "السيارات" كيا-الجزائر " لفائدة المؤسسة العمومية "فوندا" التابعة لمجمع "إيميتال".

وجاء قرار مصادرة المصنع المملوك لعائلة العرباوي، بناء على مخرجات الدورة الأخيرة لاجتماع مجلس مساهمات الدولة، الذي أعلن عن مصادرة 23 مصنعا وذلك بموجب أحكام قضائية.

ويعدّ مصنع "كيا-الجزائر" من بين المصانع الواعدة في صناعة السيارات في الجزائر، نظرا لتوفره على سلسلة انتاج متكاملة تم اعدادها خلال السنوات الماضية، حيث يتوفر على آلات التصنيع وروبوتات تركيب حديثة تم استيرادها من كوريا الجنوبية

ويتوقع لهذا المصنع أن يقود قاطرة صناعة السيارات في الجزائر والمساهمة في القضاء على أزمة غلاء الأسعار في الأسواق الوطنية، التي وبالرغم من فتح باب الاستيراد الا انها لا تزال مرتفعة مقارنة بسنوات سابقة